

La contribution concrète des bibliothèques suisses à la lutte contre les problématiques écologiques

Baumberger, Julie

La contribution concrète des bibliothèques suisses à la lutte contre les problématiques écologiques

Informationswissenschaft: Theorie, Methode und Praxis, vol. 7, núm. 1, 2022

Universität Bern, Suiza

Disponible en: <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=664372181015>

DOI: <https://doi.org/10.18755/iw.2022.16>



Esta obra está bajo una Licencia Creative Commons Atribución 4.0 Internacional.

La contribution concrète des bibliothèques suisses à la lutte contre les problématiques écologiques

Julie Baumberger

Introduction

Le réchauffement climatique et les problématiques environnementales sont des sujets d'actualité centraux. Après de longues années de recherches et d'études approfondies sur le sujet, l'origine anthropique de ce phénomène de hausse des températures moyennes de notre planète et les conséquences qui en découleront ne font plus débat au sein de la communauté scientifique, particulièrement parmi celle des climatologues; une étude en 2016 révélait que le consensus scientifique sur ce sujet s'élevait à 99,94%¹. Dans son rapport de 2014, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) avançait la possibilité de limiter l'élévation de la température planétaire à 2°C en moyenne si les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) sont réduites de 40 à 70% d'ici 2050.

Dans les faits, les mesures devant être mises en œuvre pour satisfaire un tel objectif sont colossales et sous-entendent un bouleversement profond de nos modes de vie. En 2015, 195 délégations de pays ont ratifié l'Accord de Paris sur les changements climatiques, élaboré lors de la Conférence des parties à Paris (COP21). Depuis, il n'en est ressorti que très peu de mesures et de décisions concrètes. Face à cette inertie mondiale, des manifestations écologiques se multiplient et de plus en plus de personnes viennent grossir leurs rangs. A l'étranger comme en Suisse, des villes et des cantons déclarent l'état d'urgence climatique, promettant de faire de la réduction des GES une priorité absolue.

Une prise de conscience et des changements drastiques de nos modes de vie sont plus que jamais requis et c'est dans ce contexte que j'ai souhaité m'interroger sur le rôle possible des bibliothécaires dans la lutte du réchauffement climatique, notamment en Suisse. Pour commencer, j'énoncerai quels engagements les bibliothèques ont déjà pris à l'égard des problématiques écologiques (adhésion de l'IFLA² à l'*Agenda 2030*, mouvement *Green Library*). Ensuite, je recentrerai cette problématique sur la Suisse (*Biblio2030*, bibliothèques vertes suisses, exemple du CEC André-Chavanne). Enfin, je questionnerai le respect du principe fondamental de *neutralité* des bibliothécaires en matière de sensibilisation écologique : ces problématiques environnementales sont-elles à considérer comme appartenant au domaine politique ? Les professionnel-le-s de l'information sont-ils ou devraient-ils être

Informationswissenschaft: Theorie,
Methode und Praxis, vol. 7, núm. 1, 2022

Universität Bern, Suiza

DOI: <https://doi.org/10.18755/iw.2022.16>

Redalyc: <https://www.redalyc.org/articulo.oa?id=664372181015>

des militant-e-s (bibliothéconomie critique) ? Enfin je conclurai ce travail en apportant des pistes de développements possibles et réflexions supplémentaires.

1. Enjeux climatiques : l'engagement des bibliothèques

L'intérêt des bibliothèques pour les problématiques écologiques existe depuis long-temps, particulièrement aux Etats-Unis. Une dizaine d'années après la publication du Rapport Brundtland (1987) et le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro (1992), les bibliothèques font un premier pas à l'international vers la durabilité avec l'approbation de la Déclaration des bibliothèques et du développement durable, lors du 75^e anniversaire de l'IFLA (Glasgow, 2002)³.

Lors du 74^e congrès de l'IFLA au Québec (août 2008) est lancé le groupe EN-SULIB (Special Interest Group Environment, sustainability and libraries). Celui-ci a pour mission de se pencher sur le concept de Green library (bibliothèque verte) et ainsi, de « comprendre les conséquences des changements climatiques pour ensuite formuler des recommandations et de bonnes pratiques de respect de l'environnement qui s'adressent aux bibliothèques et à leurs services. »⁴ La création de ce groupe permet de donner une impulsion nouvelle et spécifique aux thématiques écologiques et de leur conférer un rayonnement international dans le monde des bibliothèques⁵.

En parallèle, l'IFLA a participé à l'élaboration de l'Agenda 2030, vaste programme regroupant 17 objectifs de développement durable (ODD), approuvé en septembre 2015 par les États membres des Nations unies. Le but premier et assumé de l'association était de défendre les intérêts politiques des bibliothèques (advocacy) et de les faire reconnaître comme des « institutions publiques clés qui ont un rôle fondamental à jouer dans le développement à tous les niveaux de la société »⁶.

Les professionnel(le)s de l'information prouvent qu'ils ne sont pas indifférents aux enjeux climatiques et problématiques environnementales : engagements personnels (publications, articles, journées, expositions, ateliers), création du groupe ENSULIB, adhésion de l'IFLA et autres associations de bibliothèques dans le monde aux problématiques de développement durable (Déclaration de Glasgow, *Agenda 2030*). Qu'en est-il vraiment en pratique ?

1.1 Le mouvement Green Library

C'est en partant du constat qu'une bibliothèque a un impact écologique au même titre que n'importe quel autre acteur du secteur tertiaire que le concept de *Green Library* a vu le jour. Selon la définition du site de l'IFLA, les *Bibliothèques vertes* sont : « soucieuses, respectueuses de l'environnement et leur objectif est d'attirer l'attention sur la durabilité environnementale à tous les niveaux en tant qu'exemples, éducateurs et facilitateurs »⁸. Malgré l'existence du groupe ENSULIB depuis 2008,

il n'existe à ce jour toujours aucune certification officielle s'appliquant à la *Green Library*. Cependant ses membres y travaillent et ont déjà élaboré une *check liste* d'une quatorzaine de pages intitulée *Bâtiments, équipement et management durable*, aidant à mieux cerner les différents rouages de ce concept⁹.

Actuellement, un des piliers centraux du mouvement *Green Library* est le *Green Library buildings (bâtiments)* : « les considérations immobilières, c'est-à-dire [les] normes nationales [...] qui encadrent la construction de bâtiments de tout type (y compris les bibliothèques) et qui procurent les conseils et les bonnes pratiques pour la rénovation des bâtiments. ». L'autre porte d'entrée pour (re)verdifier sa bibliothèque, est celle de la *Green librarianship (bibliothéconomie verte)* qui « consiste en des services d'information verts, c'est-à-dire offrant un accès ouvert et facile à des informations environnementales fiables et mises à jour. »¹⁰ Trop souvent encore, les thématiques liées aux problématiques environnementales et au développement durable sont généralement considérées comme des sujets « spéciaux » par beaucoup de professionnels de l'information, perçus comme « une actualité sans lien direct avec les préoccupations habituelles des bibliothèques ». ¹¹ Et pourtant, les bibliothécaires, dans leur rôle de passeur-se-s de savoir, sont parfaitement habilité-e-s à aborder ces sujets et ainsi, aider la population à entrer dans une société plus durable.

Ne serait-ce que d'un point de vue stratégique, pour justifier le rôle fondamental des bibliothèques dans la société (*advocacy*), « l'éducation à l'environnement est un enjeu dont [elles] peuvent se saisir ». ¹² En ce sens, une des grandes missions des bibliothécaires de notre époque est la lutte contre l'infobésité et les *fake news*, deux phénomènes qui ont été renforcés suite à l'avènement d'internet et l'utilisation des réseaux sociaux. L'auteure américaine Kathryn Miller écrivait dans son ouvrage *Public Libraries Going Green* (2010) que « l'éducation environnementale est liée au rôle éducatif de la bibliothèque en tant que type spécifique d'alphabétisation: l'alphabétisation environnementale ». ¹³ Compte tenu de l'importance des thématiques environnementales sur l'avenir du monde, l'expertise des bibliothécaires comme pourvoyeuse-s d'informations objectives, vérifiées, synthétisées et accessibles, est plus que jamais requise.

1.1.1 Portée et limites du concept

Les concepts de *Bibliothèque verte* et *Bibliothéconomie verte* ont été maintes fois abordés à l'international (particulièrement aux États-Unis et par le groupe ENSULIB) et traités à travers de nombreux ouvrages, articles, conférences, journées, ateliers. Cependant, dans la pratique, même s'il existe un certain nombre d'exemples d'institutions qui ont franchi le pas, le mouvement *Green Library* peine encore à percer réellement. Alors qu'il serait capital de nos jours que toutes nouvelles constructions ou rénovations prennent en considération

l'impact écologique, de trop nombreuses bibliothèques encore n'en tiennent pas compte.

Depuis 2016, l'IFLA a mis en place des *Green Library Awards* afin de donner plus de visibilité à ces initiatives écologiques et ainsi, inscrire encore davantage les bibliothèques dans une optique de développement durable.¹⁴ Depuis le début de ce concours, on ne compte que 181 candidatures. Bien que ne pouvant pas représenter à lui seul la portée du mouvement des *Green libraries*, ce chiffre n'en demeure pas moins instructif, surtout si on le met en perspective avec le nombre de bibliothèques dans le monde, estimées à 1 million selon l'organisation à but non lucratif *Online Computer Library Center (OCLC)* en 2003.¹⁵

Enfin, le secrétaire du groupe ENSULIB, Harri Sahavirta, met en garde les bibliothécaires sur le danger de basculer aisément dans le *Greenwashing* en faisant, par exemple, des actions anecdotiques, mal réfléchies ou en n'intégrant pas la notion d'effets rebonds (*zéro papier*, bibliothèque numérique, énergie grise).¹⁶ Autre obstacle majeur, les actions entreprises en faveur des mouvements des *Bibliothèques vertes* requièrent des compétences, un savoir-faire que très souvent les bibliothécaires ne possèdent pas initialement. Enfin, les projets de ce type découlent de la motivation de divers acteurs concernés (responsables, bibliothécaires, autorités locales, usagers). Le fait qu'il n'y ait aucune certification rend la compréhension du concept

Green library un peu floue et opaque. Dans ma compréhension globale du sujet, je présume que ce concept doit être perçu comme un mouvement, un idéal vers lequel tendre qui encourage chaque bibliothèque, bibliothécaire à « faire sa part » en contribuant à la transition *écologique* et sociétale.

2. Problématiques environnementales et les bibliothèques en Suisse

En Suisse, les principes de développement durable ont été intégrés dans la Constitution fédérale depuis 1999.¹⁷ En outre, la Confédération a adopté les *Agendas 21* et *2030* et fait également partie des signataires de l'Accord de Paris. Bien que les émissions de GES aient baissé en Suisse depuis 1990, il ne s'agit que de chiffres relatifs à la part indigène du pays. En effet, si l'on prend en compte les importations de matières premières et produits finis consommés, l'empreinte n'est plus de 6 tonnes par habitant mais d'environ 14 tonnes.¹⁸ Ainsi, « près de trois planètes Terre seraient nécessaires si tout le monde vivait comme la population suisse ». ¹⁹

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, chaque acteur compte. « La Suisse, même si son territoire n'est pas très étendu, est un des pays au monde le mieux doté en matière d'infrastructures du savoir ». ²⁰ Ce grand nombre d'institutions s'accompagne bien entendu de nombreux usagers et usagères ayant des âges et des profils variés ; ce sont autant de personnes potentielles que les bibliothèques peuvent

sensibiliser aux problématiques environnementales, se positionnant ainsi comme acteurs majeurs dans la transition écologique.

2.1 Engagement écologique de Bibliosuisse : commission Biblio2030

Après l'adoption de l'*Agenda 2030* par l'IFLA et la Suisse (2016), l'Association Bibliosuisse a décidé de suivre à son tour le mouvement et de créer son propre groupe de travail (2017), la commission *Biblio2030*. Sa campagne s'articule en 4 volets : collectes d'exemples existants ; communication envers les spécialistes de l'information et les politiques (formation, site internet) ; *Green Library* ; réseau à l'international (IFLA).²¹ Depuis août 2019, une boîte à outils (format PDF) est mise à disposition regroupant une bibliographie sur la commission, de la documentation de l'IFLA relative à l'*Agenda 2030* ainsi que des listes de partenaires, d'outils de sensibilisation (tabourets, signets, brochures, expositions clé en main) et d'exemples de bonnes pratiques de mise en œuvre des ODD.²² Depuis juillet 2020, cette boîte à outils a été transposée sur un *Padlet* (Fr/All), logiciel utilisé pour créer et échanger du contenu librement et en réseau.²³ Si on se réfère au site de Bibliosuisse, l'association n'aborde encore que très peu les problématiques écologiques. Pour l'instant, le concept *Green Library* n'est mentionné aucune fois sur le site principal et avant la mise en place de l'outil *Padlet* (sur lequel on retrouve maintenant deux ouvrages référencés sur ce sujet), le concept de *bibliothèques vertes* n'apparaissait qu'à un seul endroit du document PDF *boîte à outils Biblio2030* (lien vers la page *Green Library awards*). Cependant, il est important de noter que les *Green Libraires* font partie des thématiques sur lesquelles les membres de la commission *Biblio2030* travaillent et ce concept a déjà été abordé lors d'une formation continue en 2019.²⁴

Bien entendu, Bibliosuisse aborde le positionnement que les bibliothèques peuvent adopter concernant les problématiques environnementales à travers leur engagement pour l'*Agenda 2030*. Cependant, les ODD liés à ces thématiques sont traités à égalité avec les autres ; c'est un outil holistique.²⁵ Dans les faits, tout comme l'IFLA, Bibliosuisse ne se cache pas d'utiliser l'*Agenda 2030* également à des fins d'*advocacy .lobbying*, communication) ; « pour les bibliothèques, *Biblio2030* est l'occasion de faire comprendre au grand public et aux responsables politiques comment leurs activités diverses répondent de façon pertinente aux défis locaux et globaux du monde d'aujourd'hui. »²⁶

2.2 Les bibliothèques vertes en Suisse

En faisant mes recherches, j'ai pu constater qu'il était difficile de trouver des exemples d'engagements écologiques dans les bibliothèques en Suisse : aucune liste ne recensant des *Green Libraries* suisses ; peu de projets trouvables en ligne ou dans la littérature scientifique en dehors des quelques exemples figurant dans la boîte à outils de la commission *Biblio2030* ; Aucune « *stories* » concernant le pays sur la *Library Map of*

*the World*²⁷ ; pas de réseau de *Green Libraries* comme en Allemagne ; pas de membres suisses dans le groupe ENSULIB ; pas de projets primés au *Green Library Awards*.

Soit il existe peu de bibliothèques qui font preuve d'engagements écologiques

en Suisse, soit ils ne sont pas communiqués ou renseignés convenablement. Une autre hypothèse pourrait être le besoin moindre de faire de l'*advocacy* (assez de budget ou de reconnaissance) ou la peur d'en faire. Quoiqu'il en soit, le constat est simple ; le concept est mal connu en Suisse.

Des exemples que l'on pourrait intégrer au mouvement des *Green libraries* existent néanmoins, comme les bibliothèques dont les bâtiments sont labélisés *Minergie* ; on trouve celle de Wettswil (ZH), la nouvelle médiathèque de la haute école pédagogique des Grisons (panneaux solaires sur le toit) et la Bibliothèque cantonale de Bâle-Campagne (éclairage basse consommation, puits canadien, récupération de l'eau de pluie). En outre, plusieurs projets en Suisse pourraient s'inscrire dans le mouvement *Green Librarianship* : Bibliothèque Münstergasse (Berne) avec ses événements sur le thème du changement climatique ; bibliographies et médiathèques sur le thème du changement climatique et du développement durable à la Bibliothèque de l'ONU (Genève) ; série de discussions avec des chercheur-se-s en sciences naturelles (Stefan Brönnimann, climatologue) à la Bibliothèque universitaire de Berne ; Bibliothèque de Winterthur et sa journée thématique sur le développement durable (gestion des déchets de la ville) ; la Bibliothèque Montriond et ses ateliers de permaculture.²⁸ Enfin, bon nombre de bibliothèques suisses ont adopté des éco-gestes simples comme le tri sélectif, l'éclairage basse consommation, l'emploi de vaisselles réutilisables dans leurs cafétérias ou encore l'utilisation de papier recyclé pour l'imprimante. Cependant, rares sont celles qui communiquent ouvertement sur le sujet. Dans des exemples concrets, il y a la Bibliothèque communale de Steinhausen qui a décidé de ne plus protéger ses livres par du plastique ou les bibliothèques qui ont décidé de ne plus recourir aux achats en ligne en soutien aux librairies locales comme Bibliomedia Suisse et le réseau des bibliothèques scolaires genevoises.

Dans les projets plus insolites, nous pourrions citer les ateliers de cuisine végétalienne de la Bibliothèque Montriond lors de la *Nuit des bibliothèques*, la location de vélos cargo par la bibliothèque de Zoug dans le cadre de la campagne *Bike to work* ou le troc d'habits organisé par la bibliothèque de Winterthur dans le cadre d'une sensibilisation à la mode éco-responsable.²⁹ Dans le même registre, le phénomène des grainothèques, très nombreuses en France comme l'atteste une carte interactive en ligne les répertoriant, connaît un succès grandissant en Suisse également.³⁰ Parmi les institutions qui proposent ce service on trouve : la Bibliothèque de Vevey (VD), celle de Saint-Jean (GE), de la ville de Delémont (JU), la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel (NE), celle Montriond (VD), la Bibliothèque publique et scolaire d'Yverdon-les-Bains (VD), la Bibliothèque-médiathèque de

Sierre (VS), celle communale d'Aubonne (VD), celle municipale de Morges (VD).

En matière de *Green Librarianship*, une bibliothèque qu'il est important de présenter ici est le centre de documentation InfoDoc de l'organisation Alliance Sud (Berne et Lausanne). InfoDoc est un centre de documentation qui s'inscrit parfaitement dans l'*Agenda 2030* car il sensibilise de manière globale sur les thématiques liées au développement durable. Bien que faisant partie d'Alliance Sud, il est important de comprendre que cette organisation « décline son action en deux volets bien séparés : le premier est d'influencer la politique suisse en faveur des pays en voie de développement et le second est d'informer le grand public à travers son centre de documentation ». ³¹ Comme InfoDoc n'a pas pour mission d'influencer la politique suisse, les documentalistes y travaillant sont tenu-e-s d'aborder les sujets avec la plus grande neutralité et objectivité. L'environnement est ainsi traité au même titre que les autres thématiques par le centre de documentation d'Alliance Sud.

Enfin, je souhaite développer dans ce sous-chapitre l'exemple d'une bibliothèque scolaire genevoise qui s'est illustrée par son engagement dans la politique de développement durable de son établissement scolaire : le Centre de documentation du CEC André-Chavanne. ³² Il possède un grand centre de documentation et une cyber-thèque (la seule du canton).

D'une manière globale, le directeur du CEC ainsi que des professeurs, des membres de son personnel et des élèves ont été très actifs dans leur engagement en faveur du développement durable et de lutte contre les problématiques écologiques. Deux professeurs, Julien Keiser et Jean-Jacques Liengme ainsi que quelques élèves engagé-e-s dans la lutte contre les problématiques écologiques ont formé un Eco-groupe, actif depuis 2013. En parallèle, les documentalistes du CEC André-Chavanne se sont également illustrés dans leur engagement en faveur d'une école durable et respectueuse de l'environnement. ³³ Cela passe bien entendu en premier par de nombreuses et régulières acquisitions de documents sur ces sujets : 345 résultats dans le catalogue *BiblioDip* avec le mot-clef *écologie*, 451 avec *environnement* et 212 avec *développement durable*. Ces ressources sont régulièrement mises à jour et valorisées à travers l'élaboration de vitrines thématiques situées à l'entrée du Centre de documentation.

Les documentalistes furent particulièrement prolifiques en matière de sensibilisation aux problématiques environnementales l'année scolaire 2018-2019 : « Dans le cadre des 25 ans du [CEC] André-Chavanne, le Centre de documentation a organisé, en collaboration avec différents acteurs et tout au long de l'année scolaire 2018-2019, des animations (expositions, conférences-débats et ateliers) sur la transition

écologique et le développement durable ». ³⁴ L'année 2018-2019 fut donc une occasion pour le CEDOC et le CEC André-Chavanne d'adhérer un peu plus au « Mouvement Colibris *Faire sa part* ». ³⁵ Véronique Burband, responsable du CEDOC, conclut dans son rapport de fin d'année que ce vaste projet a dépassé le *volet de communication* proposée par la commission *Biblio2030* : « Nos élèves, futur(e)s

citoyen(ne)s, devront relever des défis importants qui relèvent de la responsabilité des générations qui les ont précédé-e-s et dont nous faisons partie. A l'heure où l'actualité mondiale démontre l'urgence d'agir et de porter l'espoir auprès des jeunes qui s'apprentent à choisir une orientation et qui seront peut-être dans quelques années des décideurs, l'équipe de notre Centre de documentation s'est investie sans relâche, en collaboration avec différents acteurs, intra et extra muros, pour les soutenir et les accompagner, espérant inspirer une transformation responsable. »³⁶

3. Engagement des bibliothécaires : neutralité et devoir d'agir

« Évoquer les enjeux environnementaux en bibliothèque amène à se poser la question de l'engagement politique. Ces sujets peuvent souvent apparaître comme étant l'apanage de milieux militants et de partis politiques et l'investissement dans ces questions relève souvent de la conviction personnelle ». ³⁷ La lutte contre le réchauffement climatique ne faisant pas partie des missions fondamentales des bibliothèques à la différence de l'alphabétisation, de la réduction de la fracture numérique ou encore de la préservation du savoir et de l'héritage culturel, les actions entreprises en ce sens découlent souvent d'un engagement personnel ou d'une demande des usagers. ³⁸

La conservatrice Manon Le Guennec, dans son travail de mémoire intitulé *Bibliothèques et écologie : Les bibliothèques de lecture publique françaises et les enjeux environnementaux* tirait les conclusions suivantes : « la peur de sortir du devoir de neutralité ou encore d'être classé dans une catégorie est peut-être l'un des facteurs qui expliquerait le fait que les bibliothécaires mettent rarement en avant leurs actions en la matière. » ³⁹

En Suisse, la Charte des bibliothèques stipule que sans les bibliothèques, « le passé et le présent ne peuvent être appréhendés dans toute leur complexité, ni l'avenir esquissé avec pertinence ». ⁴⁰ En outre, si l'on se réfère au code d'éthique élaboré par un groupe de travail de l'association BIS (actuellement appelée Bibliosuisse), il est avancé que « fournir des prestations documentaires dans l'intérêt du bien-être social, culturel et économique est au cœur des préoccupations des professionnels de l'information. C'est pourquoi ils portent une responsabilité sociale ». ⁴¹ Les conséquences découlant des changements climatiques seront nombreuses, dévastatrices et menaceront directement les missions fondamentales de la bibliothèque. En guise d'exemple, si le réchauffement climatique n'est pas enrayé, la montée du niveau des océans causera l'inondation d'un grand nombre de villes et territoire. Il va sans dire que le patrimoine culturel gardé dans les bibliothèques, musées, centres d'archives et établissements scolaires risque également d'être détruit. En outre, la perte de la biodiversité, l'augmentation de la mortalité due aux climats extrêmes, les réfugiés climatiques, la famine (rendement plus faible, surpêche) sont autant d'entraves au bien-

être des générations futures (usagers). Ne pas lutter activement contre les problématiques écologiques et le réchauffement climatique dans les bibliothèques revient-il pas quelque part à accepter cet état de fait ?

Certain-e-s bibliothécaires ont tout de même fait le choix d'inscrire leurs institutions dans la voie de la transition écologique. C'est notamment le cas des documentalistes du CEC André-Chavanne qui multiplie les actions de médiation culturelle afin de sensibiliser son jeune public aux problématiques environnementales. Si l'on se réfère aux fiches créées par la commission *Biblio2030* relatives au 17 objectifs de l'*Agenda 2030*, une bibliothèque peut être un « modèle en matière de gestion des ressources et des consommables ». ⁴² Outre ses documents conventionnels, elle peut mettre à disposition d'autres équipements (ordinateurs, outils, appareils ménagers, ampèremètres). A travers des ateliers, des collections spécifiques elle peut favoriser le mouvement *Do it yourself* tout en sensibilisant les usagers aux thématiques comme les conditions de travail, les ravages écologiques de l'industrie de la mode et de l'agriculture intensive (pesticides, déforestation) ou encore l'impact des déchets plastiques et produits toxiques sur la faune et la flore ; comme nous l'avons vu précédemment, une grande part de l'empreinte carbone des Suisses provenant des importations, la bibliothèque peut là encore apporter son aide induisant un questionnement des usagers sur leurs comportements d'achat. Enfin, de manière générale, « les bibliothèques sont des lieux essentiels de la formation informelle, non curriculaire. Elles encouragent l'apprentissage tout au long de la vie et la participation active aux processus sociétaux et politiques ». ⁴³ Un engagement écologique est possible en bibliothèque et que les actions entreprises en ce sens s'inscrivent dans la politique de développement durable de l'*Agenda 2030* auquel l'IFLA a adhéré.

Cependant, cela ne répond pas à la problématique du devoir de neutralité des bibliothécaires. Beaucoup de spécialistes de l'information craignent qu'on leur reproche d'outrepasser leur fonction et ne savent pas toujours comment se positionner ni comment aborder ces sujets complexes. Il serait difficile de nier le fait que les thématiques liées aux problématiques environnementales et à la lutte contre le réchauffement climatique ne sont pas exemptes de *couleurs politiques*.

Selon Amélie Vallotton Preisig (documentaliste à InfoDoc Lausanne (Alliance Sud), vice-présidente de Bibliosuisse et co-présidente de la Commission *Biblio2030*), les bibliothécaires ont un rôle de passeur-se de savoir mais aussi un devoir de neutralité. ⁴⁴ Bien qu'ayant adhéré aux 17 ODD, ils et elles ne doivent en aucun cas devenir des porte-paroles militants, quel que soit le sujet traité. Cependant, une bibliothèque a comme devoir, au même titre que d'être neutre, d'informer, y compris sur les sujets de société faisant l'objet de débats politisés ; c'est à ce moment que le concept de *neutralité* devient un exercice périlleux. ⁴⁵ Si l'on se réfère à la définition du *Larousse*, être neutre c'est « ne pas prendre de parti dans un conflit, une discussion, un désaccord » et être militant c'est « lutter, combattre pour une idée, une opinion, un parti ». Ces deux

notions sont diamétralement opposées mais, dans la pratique, il est très aisé de basculer d'une attitude à l'autre.

Amélie Vallotton Preisig, par son rôle dans la commission *Biblio2030* et son activité professionnelle, sait mieux que quiconque qu'aborder les thématiques liées au développement durable est une mission très complexe. En ce sens, elle la compare aisément à un exercice d'équilibriste où les bibliothécaires, qu'ils et elles le veuillent ou non, rentrent dans des sphères politisées ; souvent, ils et elles seront obligé-e-s de justifier leur choix auprès d'élus locaux, représentants hiérarchiques, collègues, usagers, et en cela, les boîtes à outils mises à disposition par l'IFLA et par la commission *Biblio2030* l'*Agenda 2030* sont des aides précieuses pour apprendre à construire un argumentaire solide.

Amélie Vallotton Preisig est de l'avis que ces thématiques n'en demeurent pas moins des sujets centraux à aborder en bibliothèque : pour mener à bien cette mission, elle reconnaît « la complexité des questions et s'impose la déontologie professionnelle de transmettre cette complexité, quelles que soient ses convictions personnelles ». ⁴⁶ En outre, elle présuppose que si les bibliothécaires ne se saisissent pas de ces thématiques d'actualité, internet le fera à leur place. Il est donc important que les documentalistes prennent leur rôle de passeur-se-s de savoir très au sérieux et d'éducateur-ice-s, notamment auprès du jeune public, plus susceptible de tomber dans le piège des *fake news*. ⁴⁷

A l'exemple du réchauffement climatique d'origine anthropique qui fait désor- mais consensus auprès de la communauté scientifique, est-il encore raisonnable de considérer les problématiques environnementales comme des sujets politisés ou pro- blématiques d'un point de vue de la neutralité ? ⁴⁸ Compte tenu des conséquences à venir, si le réchauffement climatique n'est pas enrayé, n'est ce pas plutôt le fait de ne pas aborder activement et systématiquement ces questions en bibliothèque que l'on pourrait considérer comme étant biaisé ?

Certain-e-s professionnel-le-s de l'information n'hésitent plus à assumer une position plus ouvertement engagée comme c'est le cas d'Ermeline Jaggi, qui se qua- lifie elle-même de *bibliothécaire militante*. Dans son article *Militantisme féministe : pour une bibliothéconomie critique*, elle propose un regard nouveau sur le rôle des spécialistes de l'information dans la société et remet le principe de *neutralité* en question : « l'histoire des bibliothèques et des archives témoigne d'un réel paradoxe dans la position adoptée par les professionnel-le-s sur la question de l'engagement militant. D'une part, on constate de nos jours une plus grande porosité entre la société et les bibliothèques, qui cherchent à créer des liens et encourager les expériences participa- tives. [...] Conscient-e-s aujourd'hui que la problématique de l'accès à l'information et au savoir va parfois de pair avec une forme de militantisme, les professionnel-le-s sont plus disposé-e-s à intégrer un engagement sociopolitique à leurs pratiques. Mais d'autre part, une certaine tension semble persister entre la dimension politique du mé- tier et le devoir de neutralité. On sait pourtant qu'il est illusoire de considérer que les bibliothèques, archives et centres de documentation aient pu se construire indépen- damment

du contexte culturel, social et politique des époques dans lesquelles elles s'inscrivent et dont elles sont inévitablement le reflet ».⁴⁹

Un peu plus loin, l'auteure introduit un concept qui semble encore peu connu en Suisse et qui peut s'avérer une piste intéressante à étudier dans le cadre de ce travail. Il s'agit de la *bibliothéconomie critique* (*critical librarianship*) : « concept [qui] vient directement questionner ce principe de neutralité, généralement revendiqué dans les pratiques et discours professionnels. Ce courant de pensée considère que les institutions sont toujours porteuses d'un système de valeurs du fait de leur imbrication avec la société, ce qui les rend activement ou passivement complices de ces systèmes et donc idéologiquement non-neutres ».⁵⁰ Introduit en 2007 par Toni Samek, professeur à l'école de bibliothèque et d'information à l'Université d'Alberta, ce concept place la « condition humaine et les droits fondamentaux au premier plan de ses considérations professionnelles ».⁵¹

Que l'on adhère ou pas à la notion de *bibliothéconomie critique*, il faut reconnaître qu'elle apporte son lot de pistes de réflexions. Quelque part, on pourrait même avancer qu'elle libère la parole des bibliothécaires, notamment sur des sujets qui sont perçus comme politisés. Cependant, la *neutralité* reste un concept fondamental car c'est le « garde fou » des bibliothécaires. Avec son application, on évite les dérives potentielles et aide la bibliothèque à garder son statut apolitique qui est capital. Cela étant dit, dans une époque ou de plus en plus de sujets tendent à être encore considérés comme politisés, il serait peut-être intéressant pour les bibliothécaires d'analyser chaque thématique, au cas par cas, et d'y appliquer peut-être davantage un principe d'*objectivité* plutôt que de *neutralité*. Car au final, ne pas traiter les problématiques environnementales, n'est ce pas prendre parti ?

Conclusion et perspectives

Comme nous avons pu le voir précédemment, une prise de conscience s'opère dans le monde des bibliothèques vis-à-vis des problèmes climatiques et de nombreuses initiatives bourgeonnent à travers le pays. Celles-ci restent cependant souvent anecdotiques ou « frileuses » au vu de l'énormité du problème à venir, les bibliothécaires étant freinés par la peur d'être catégorisés comme trop engagés, militant-e-s. Parfois, sous couvert de *neutralité*, une forme d'autocensure existe qui pousse à suivre les discours et les termes - pour le coup clairement politisés et ayant été filtrés en amont - qui sont considérés comme acceptables par les pouvoirs publics et les médias.

La catastrophe climatique qui est enclenchée, comme l'admet le consensus scientifique, touchera tous les humains indépendamment de leurs partis politiques ou de leurs idéaux. Les mesures à prendre face à celle-ci seront politisées, mais une information objective des faits ne l'est pas et elle est aujourd'hui indispensable. Les bibliothèques ne sauraient être mieux indiquées pour remplir ce rôle central, car ces vérités

dérangeantes que nous préférions tous ne pas avoir à affronter ne peuvent et ne devraient plus être occultées. L'historienne canadienne Margaret MacMillan disait que «la capacité des êtres humains à ignorer ce qu'ils ne veulent pas savoir est illimitée. [...] L'ignorance achète la tranquillité ». ⁵² Les bibliothèques, en faisant des actions de sensibilisation, luttent contre ce phénomène.

Au-delà de cet aspect purement théorique sur lequel le concept de *neutralité* n'est en réalité pas remis en question et n'est plus aujourd'hui peut-être plus qu'une manière d'excuser l'inaction, il est temps que de plus nombreuses bibliothèques se positionnent et s'inscrivent dans la lutte active contre le réchauffement climatique, au-delà des déclarations et des discours. Ainsi, elles pourraient devenir un espace de réflexion indispensable à la société et aider leurs usagers et usagères à faire leur transition écologique en leur fournissant des informations vérifiées, objectives et accessibles à tous. L'importance de la lutte contre le réchauffement climatique étant reconnu comme une urgence absolue, les bibliothèques suisses pourraient se positionner comme indispensables aux changements des mentalités en adéquation avec les idéaux affichés par le pays. C'est à fortiori le cas des bibliothèques scolaires, celles-ci touchant un jeune public : la génération future. A l'instar des professeur-e-s, elles participent pleinement à leur formation en réalisant des expositions marquantes, des débats ou mettant à disposition des supports adéquats qui rendent ces notions complexes davantage palpables. En outre, les grèves du climat menées par la jeune activiste Greta Thunberg (autorisées par le DIP à Genève) démontrent que la prise de conscience des jeunes est déjà bien engagée ; les bibliothèques scolaires peuvent être accompagnatrice de ce changement, tout en restant dans une démarche informative et formatrice ne remettant pas en cause leur neutralité politique.

Les mesures que l'on pourrait par exemple prendre pour faire entrer les bibliothèques dans l'ère de la transition écologique seraient les suivantes : élaborer des statistiques des actions en faveur de l'environnement dans les bibliothèques (*Green building*) ; mise en place d'une commission *Green library*; partenariat avec la Confédération pour obtenir des aides pour la rénovation des bâtiments aux normes écologiques ; collaboration des bibliothèques municipales avec les départements de l'environnement de leurs villes (expositions, communication des études réalisées) ; imposition uniformisée à travers le pays d'éco-gestes dans les institutions ; une liste des menaces climatiques qui pèsent sur les bibliothèques ; faire entrer la lutte contre le réchauffement climatique comme mission fondamentale de la bibliothèque à l'instar de l'alphabetisation.

Le processus d'information et de sensibilisation concernant les thématiques environnementales n'en sont qu'à leurs balbutiements, mais comme nous avons pu le voir des initiatives existent. Il serait judicieux de viser une généralisation et une normalisation de ce type de développement durant les prochaines années afin que chacun-e puisse être informé-e dûment des épreuves à venir.

Bibliographie

- ACCART, Jean-Philippe, «#Les bibliothèques suisses en chiffres#», in Bulletin des bibliothèques de France (BBF), Paris, Enssib et BBF (Éds.), 2008, pp. 61-63
- Bibliothèque nationale suisse (BN) et al., *Charte des bibliothèques suisses*, Berne, BN (Éd.), 2010, 4p.
- BURBAND, Véronique, JEANNET, Roland, *Médiation culturelle : Chavanne en action pour la transition écologique. Annexe au rapport d'activité 2018-2019 du centre de documentation du Collège et Ecole de Commerce André-Chavanne*, Genève, 2019, 36p.
- CIVALLERO, Edgardo, PLAZA, Sara, « Libraries, sustainability and degrowth », in *Progressive Librarians : Journal for Critical Studies and Progressive Politics in Librarianship*, Saint Paul (Minnesota), The Progressive Librarians Guild (Éd.), 2016/2017, pp.20-45
- Commission *Biblio2030*, « Comment appliquer concrètement les 17 ODD dans les bibliothèques? » in *Biblio2030 : La boîte à outils* [Padlet], Aarau, Bibliosuisse (Éd.), [s.d.], [s.p.]
- Confédération suisse, *Constitution fédérale de la Confédération suisse*, Berne, Confédération suisse (Éd.), 1999, 100p.
- GORIN, Michel (Prés.) et al., *Code d'éthique de BIS pour les bibliothécaires et les professionnels de l'information*, Aarau, BIS (Éd.), 2013, 5p.
- GUERTIN, Pascale, POIRIER-ROUILLARD, Valérie, « Les bibliothèques et le développement durable : un lien de plus en plus fort », in *Documentation et bibliothèques*, Montréal, ASTED (Éd.), 2017, pp. 5-17
- HAUKE, Petra, CHARNEY, Madeleine, SAHAVIRTA, Harri, *Going Green: Implementing Sustainable Strategies in Libraries Around the World: Buildings, Management, Programmes and Services*, Berlin et Boston, De Gruyter Saur (Éd.), 2018, 234p.
- HAUKE, Petra, LATIMER, Karen, WERNER, Klaus Ulrich, *The green library : The challenge of environmental sustainability (= Die grüne Bibliothek : ökologische Nachhaltigkeit in der Praxis)*, Berlin, De Gruyter Saur (Éd.), 2013, 433p.
- IFLA, *Boîte à outils : les bibliothèques et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU*, La Haye, IFLA (Éd.), 2015, 22p.
- IFLA, *Déclaration des bibliothèques et du développement durable*, Glasgow, IFLA (Éd.), 2002, 2p. IFLA, groupe ENSULIB, « What is a Green Library », in *About the Environment, Sustainability and Libraries Special Interest Group*, La Haye, IFLA (Éd.), [s.d.], [s.p.]
- JAGGI, Ermeline, « Militantisme féministe : pour une bibliothéconomie critique », in *arbido*, Berne, VSA- AAS et BIS (Éds.), 2020, [s.p.]
- LE GUENNEC, Manon, *Bibliothèques et écologie : Les bibliothèques de lecture publique françaises et les enjeux environnementaux* [Travail de mémoire universitaire], Lyon, Enssib (Éd.), 2018, 134p.
- MARTARELLI, Debora, *Boite à outils Biblio2030*, Aarau, Bibliosuisse (Éd.), 2019, 8p.
- MILLER, Kathryn, *Public libraries going green*, Chicago, Illinois Library Association: American Library Association (Éd.), 2010, 103p.

- NAUSER, Markus, OFEV, *La politique climatique suisse : Mise en œuvre de l'Accord de Paris*, Berne, OFEV et Confédération suisse (Éds.), 2018, 28p.
- Online Computer Library Center (OCLC), *Libraries : How they stack up*, Dublin (Ohio), OCLC (Éd.), 2003, 6p.
- POWELL, James Lawrence, « The Consensus on Anthropogenic Global Warming Matters », in *Bulletin of Science, Technology and Society*, n°3, Vol. 36, Jacksonville (Floride), WILL, Jeffry et SAGE Publications (Éds.), 2016, pp. 157–163
- SCHÖPFEL, Joachim, BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chéfira et al., *Vers la bibliothèque globale : L'Agenda 21 dans les bibliothèques*, Paris, Cercle de la Librairie (Éd.), 2014, 168p.
- TARA (pseudonyme), « Critical Librarianship: An Interview with Toni Samek » [article de blog en ligne] in *The (unofficial) bcla intellectual freedom committee blog*, [s.l.], 2007, [s.p.]
- VON STOKAR, Thomas, STEINEMANN, Myriam et al., *L'empreinte écologique de la Suisse : une contribution au débat sur la durabilité*, Neuchâtel, ARE, DDC, OFEV et OFS (Éds.), 2006, 56p.

Notes

- 1 POWELL, James Lawrence, « The Consensus on Anthropogenic Global Warming Matters », in *Bulletin of Science, Technology and Society*, Jacksonville, 2016, pp. 157–163
- 2 Sigle anglais IFLA pour désigner la Fédération internationale des associations et institutions de bibliothèques.
- 3 IFLA, *Déclaration des bibliothèques et du développement durable*, Glasgow, 2002, 2p.
- 4 Guertin, Pascale, Poirier-Rouillard, Valérie, « Les bibliothèques et le développement durable : un lien de plus en plus fort », in *Documentation et bibliothèques*, 2017, p.8
- 5 LE GUENNEC, Manon, *Op.cit.*, pp.13-14
- 6 IFLA, *Boîte à outils : les bibliothèques et la mise en oeuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU*, La Haye, 2015, p.3
- 7 IFLA, groupe ENSULIB, « What is a Green Library », in *About the ENSULIB Group*, La Haye, [s.d. et s.p.]
- 8 Hauke, Petra, LATIMER, Karen, WERNER, Klaus Ulrich, *The green library : The challenge of environmental sustainability*, Berlin, 2013, pp.395-403
- 9 Guertin, Pascale, Poirier-Rouillard, Valérie, *Op.cit.*, p.8
- 10 IFLA, groupe ENSULIB, « What is a Green Library », in *Op.cit.*
- 11 Schöpfel, Joachim, Boukacem-Zeghmouri, Chéfira et al., *Vers la bibliothèque globale : L'Agenda 21 dans les bibliothèques*, Paris, 2014, p.15
- 12 LE GUENNEC, Manon, *Op.cit.*, p. 36
- 13 MILLER, Kathryn, *Public libraries going green*, Chicago, 2010, p.1
- 14 HAUKE, Petra, CHARNEY, Madeleine, Sahavirta, Harri, *Going Green: Implementing Sustainable Strategies in Libraries Around the World: Buildings, Management, Programmes and Services*, Berlin et Boston, 2018, p.23
- 15 Online Computer Library Center (OCLC), *Libraries : How they stack up*, Dublin (Ohio), 2003, p.5
- 16 HAUKE, Petra, CHARNEY, Madeleine, Sahavirta, Harri, *Op.cit.*, p.13
- 17 Confédération suisse, *Constitution fédérale de la Confédération suisse*, Berne, 1999, p.2 et p.20

- 18 NAUSER, Markus, OFEV, La politique climatique suisse : Mise en oeuvre de l'Accord de Paris, Berne, 2018, p.13
- 19 VON STOKAR, Thomas, STEINEMANN, Myriam et al., L'empreinte écologique de la Suisse : une contribution au débat sur la durabilité, Neuchâtel, 2006, p.8
- 20 ACCART, Jean-Philippe, « Les bibliothèques suisses en chiffres », in Bulletin des bibliothèques de France (BBF), Paris, 2008, p. 61
- 21 Interview de Mme Amélie VALLOTTON PREISIG : documentaliste à InfoDoc Lausanne (Alliance Sud), vice-présidente de Bibliosuisse et coprésidente de la Commission Biblio2030.
- 22 MARTARELLI, Debora, Boite à outils Biblio2030, Aarau, 2019, 8p.
- 23 Commission Biblio2030, « Comment appliquer concrètement les 17 ODD dans les bibliothèques? » in Biblio2030 : La boîte à outils [Padlet], Aarau, [s.d. et s.p.]
- 24 Interview de Mme Amélie VALLOTTON PREISIG
- 25 Ibid.
- 26 Page de la commission Biblio2030 : <https://bibliosuisse.ch/fr/Bibliosuisse/Projets/Biblio2030>
- 27 Plateforme de l'IFLA permettant d'accéder à des exemples de bibliothèques ayant appliqué des ODD IFLA : <https://bit.ly/302lkLB>
- 28 Commission Biblio2030, « Comment appliquer concrètement les 17 ODD dans les bibliothèques? » in Op.cit.
- 29 Ibid.
- 30 Seules deux grainothèques suisses sont répertoriées sur cette carte: <https://bit.ly/3jEwXA5>
- 31 Interview de Mme Amélie VALLOTTON PREISIG.
- 32 Le Collège et École de commerce (CEC) André-Chavanne est le plus grand établissement d'enseignement secondaire II du canton de Genève (2000 élèves).
- 33 Interview avec Mme Véronique BURBAND, responsable du CEDOC.
- 34 BURBAND, Véronique, JEANNET, Roland, Médiation culturelle : Chavanne en action pour la transition écologique. Annexe au rapport d'activité 2018-2019 du centre de documentation du CEC André-Chavanne, Genève, 2019, p.3
- 35 Ibid.
- 36 BURBAND, Véronique, JEANNET, Op.cit., p.32
- 37 LE GUENNEC, Manon, Op.cit., p. 77
- 38 BN et al., Charte des bibliothèques suisses, Suisse, 2010, p.2
- 39 LE GUENNEC, Manon, Op.cit., pp. 79-80
- 40 BN et al, Op.cit., p.4
- 41 GORIN, Michel (Prés.) et al., Code d'éthique de BIS pour les bibliothécaires et les professionnels de l'information, Aarau, 2013, pp.1-3
- 42 Commission Biblio2030, Op.cit.
- 43 Commission Biblio2030, Op.cit.
- 44 Interview de Mme Amélie VALLOTTON PREISIG.
- 45 Ibid.
- 46 Interview de Mme Amélie VALLOTTON PREISIG
- 47 Les théories du complot connaissent un grand succès ces dernières années et sont relayées à grande vitesse à travers les Réseaux sociaux.
- 48 POWELL, James Lawrence, « The Consensus on Anthropogenic Global Warming Matters », in Op.cit.
- 49 JAGGI, Ermeline, « Militantisme féministe : pour une bibliothéconomie critique », in arbido, Berne, 2020, [s.p.]
- 50 JAGGI, Ermeline, Op.cit.
- 51 TARA (pseudonyme), « Critical Librarianship: An Interview with Toni Samek » [article de blog en ligne] in The (unofficial) bela intellectual freedom committee blog, [s.l.], 2007, [s.p.]

- 52 CIVALLERO, Edgardo, PLAZA, Sara, « Libraries, sustainability and degrowth », in *Progressive Li-brarians : Journal for Critical Studies and Progressive Politics in Librarianship*, Saint Paul, 2016/2017, p.37